COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
du 10 au 16 juin 2017

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

Tourisme 1

- **La Chine, une manne pour le tourisme malgache**
- **Progression de 6,4% des arrivées**
- **Partage d'expériences avec les opérateurs espagnols**
- **Les Seychelles veulent relancer le marché touristique chinois qui connaît une baisse**

Changement Climatique 7

- **L'OIT lance un appel pour des emplois dans l'environnement**
- **CARRES : une autre articulation face au rabattement des enjeux climatiques**

Pêche 11

- **Menacées par la pollution**
- **Conférences Mondiale sur le Océans : Engagements de Madagascar à la gestion durables des ressources marines**

Agriculture 13

- **Agriculture durable : 38 200 nouveaux bénéficiaires**

Genre 14

- **Lancement du groupe thématique genre**

Connectivité maritime 16

- **Port : Les transformations en hub régional plus que jamais à l'agenda**

Économie Vert 17

- **L'état donne un coup d'accélérateur**

ITM 2017 : La Chine, une manne pour le tourisme malgache



Grande soirée organisée par la Chine au Carlton Anosy, dans le cadre de la 6e édition de l'ITM.

L'International Tourism Fair Madagascar (ITM) de cette année est marqué par la forte participation de la Chine.

Les opérateurs touristiques chinois envoient chaque année plus de 120 millions de touristes dans différentes destinations à travers le monde. Si Madagascar reçoit, ne serait-ce que 0,5% de cet effectif, les impacts seront déterminants pour l'essor de ce secteur d'activité, selon le ministre du Tourisme, Roland Ratsiraka. En effet, la coopération sino-malgache pour le développement du tourisme a fait un énorme bond en avant, avec la grande participation de la Chine, à l'ITM 2017, où elle est également invitée d'honneur. Outre le pavillon Chine et le décor chinois à l'ITM, une grande soirée a également été organisée, jeudi dernier au Carlton Anosy, avec la présence des acteurs du tourisme de Madagascar et de la Chine. Hier matin, une délégation de l'Office national du tourisme de Chine a également été reçue à Iavoloha par le président Hery Rajaonarimampianina. A l'occasion, l'ambassadeur de Chine à Madagascar a noté que cette forte participation à l'ITM vise une conclusion d'accords communs entre les deux pays, ainsi que les applications de ces accords. Parmi ces conventions figurent le vol direct Canton-Madagascar.

Croissance. Cette collaboration pourrait bouleverser le secteur du tourisme à Madagascar, grâce au grand nombre de touristes de diverses nationalités, que la Chine peut envoyer dans la Grande Ile. De plus, la compagnie nationale Air Madagascar prévoit également dans son business-plan avec son partenaire stratégique, Air Mauritius, de doubler sa flotte ainsi que les trafics de touristes, en termes d'effectif. Hier, les dirigeants de la compagnie et ses partenaires ont tenu une réunion avec les acteurs du tourisme, pour discuter de leurs stratégies d'expansion respectives en vue de l'essor du secteur tourisme à Madagascar. Nous en reparlerons.

Antsa R.

Lien : http://www.midi-madagasikara.mg/economie/2017/06/10/itm-2017-la-chine-une-manne-pour-le-tourisme-malgache/

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

TOURISME - JANVIER-MAI 2017 : Progression de 6,4% des arrivées

ARTICLE PARU DANS LE MAURICIEN | 10 JUIN, 2017 - 15:45



Les arrivées touristiques sur la période janvier-mai 2017 se sont élevées à 547 671, soit une progression de 6,4% par rapport à la même période de l'année dernière. Selon un bilan présenté cette semaine par Statistics Mauritius, le nombre de visiteurs venant d'Europe a atteint 321 175 (+6,1%) mais la France, premier marché touristique de Maurice, a affiché une légère baisse de 1% avec un total de 120 989 touristes. Le Royaume-Uni, autre marché européen d'importance, a, lui, enregistré une hausse de 7,8% (52 349 visiteurs) alors que l'Allemagne, troisième à l'échelle européenne, nous a envoyé 45 889 touristes (+12,6%). Les marchés suisse et italien se sont également bien comportés, réalisant des taux de croissance de 20,2% et 13,1% respectivement (15 613 et 13 988 visiteurs).

La période janvier-mai 2017 a également été marquée par une performance améliorée des marchés africains et régionaux, La Réunion enregistrant une progression de 7,6%, à 66 623, alors que l'Afrique du Sud, qui occupe la deuxième place régionale, a réalisé une augmentation de 5,1%, à 39 068. En Asie, les deux principaux marchés, à savoir l'Inde et la Chine, ont été en croissance. De la grande péninsule nous sont venus 35 017 touristes (+3,1%) sur les cinq premiers mois de l'année alors que le marché chinois a terminé cette période avec une hausse très faible (+0,2%, à 32 892). Le marché malaisien, quoique faible en nombre absolu (2 204), a été celui qui a enregistré la plus forte hausse (+110,3%).

En Océanie et en Amérique, les marchés dominants ont été l'Australie (+15%, à 6 989) et les Etats-Unis (+7,3%, à 3 377). Par ailleurs, la croissance des arrivées touristiques en mai 2017 a été en dessous des taux enregistrés pendant les mois précédents. Maurice a accueilli 96 557 visiteurs le mois dernier, soit une hausse de seulement 1,8% comparativement à mai 2016 (94 830 arrivées). Statistics Mauritius fait état d'une amélioration de 2,2% du côté de la France (16 382 touristes) alors que les marchés britannique (-3,2%, à 10 181) et allemand (-11,8%, à 7 882) ont fléchi.

En revanche, La Réunion a fait mieux qu'en mai 2016 (+6%, à 16 476). L'Afrique du Sud lui a emboîté le pas, affichant une augmentation de 6,1%, à 6 988. Les deux gros marchés asiatiques, l'Inde (+15,9%, à 12 221) et la Chine (+8,2%, à 6 392), ont réalisé des performances satisfaisantes.

Par ailleurs, selon Statistics Mauritius, le séjour moyen d'un touriste sur la période janvier-mai 2017 a été de 10,4 nuitées, contre 10,5 pour la période correspondante de l'année dernière.

Lien : http://www.lemauricien.com/article/tourisme-janvier-mai-2017-progression-64-des-arrivees

Tourisme : partage d'expériences avec les opérateurs espagnols

Par Les Nouvelles sur 14/06/2017

L'Espagne s'intéresse de plus en plus au tourisme malgache. Une nette croissance du nombre de touristes espagnols a été constatée à Madagascar ces dernières années. Les opérateurs hispaniques présents dans la Grande île comptent raffermir les liens entre les deux pays.

L'arrivée des touristes espagnols à Madagascar est en hausse de 20% en 2016, par rapport à l'année 2015, d'après les informations reçues du Consulat honoraire d'Espagne à Madagascar. «Les touristes espagnols sont surtout intéressés par la nature, les patrimoines naturels, les plages… Voilà pourquoi Madagascar est actuellement une des destinations prisées des vacanciers venant de l'Espagne. D'autant que la Grande île est un pays sécurisé. La promotion de la destination Madagascar faite par les opérateurs malgaches en Europe a eu ses effets», a fait savoir un responsable auprès du Consulat honoraire d'Espagne à Madagascar, lors d'une table-ronde organisée hier à Ambatovinaky. Cette rencontre a réuni les professionnels touristiques espagnols qui travaillent à Madagascar et les jeunes étudiants malgaches dans le domaine de l'hôtellerie. Les experts espagnols ont apporté leur vision professionnelle externe de Madagascar aux jeunes étudiants.

Des risques à tenir compte

En effet, la forte croissance du tourisme en Espagne peut servir d'exemple pour Madagascar même si le contexte est différent. L'Espagne accueille près de 75 millions de touristes chaque année et le secteur représente 11% du Produit national brut (PIB) du pays. Toutefois, la forte croissance du tourisme présente également des risques. «*L'Espagne a rencontré plusieurs difficultés économiques. Et le développement du tourisme a permis la relance du pays. Le tourisme à Madagascar présente également d'importantes opportunités mais en même temps, il existe des dangers à tenir compte. Il faut savoir que l'Espagne a perdu beaucoup de choses en chemin face à cette explosion du tourisme. A l'exemple de la côte méditerranéenne dans le pays qui est presque détruite à cause de la construction massive d'infrastructures liées aux activités du tourisme*», a fait savoir notre interlocuteur.

Riana R.

Lien : http://www.newsmada.com/2017/06/14/tourisme-partage-dexperiences-avec-les-operateurs-espagnols/

Les Seychelles veulent relancer le marché touristique chinois qui connaît une baisse

Victoria, Seychelles | | June 15, 2017, Thursday @ 15:30 in En français » ACTUALITÉS NATIONALES | By: Salifa Magan, Betymie Bonnelame et Rassin Vannier | Views: 218



Une touriste chinoise à Anse Source d'Argent à la Digue (Rassin Vannier Seychelles News Agency)
Photo license

(Seychelles News Agency) - L'Office du **tourisme** des Seychelles (**STB**) cherche à collaborer avec une entreprise chinoise pour organiser un vol affrété en partenariat avec **Air Seychelles** afin de stimuler le nombre de visiteurs chinois dans l'île, a déclaré un haut fonctionnaire.

La directrice générale du **STB**, Sherin Francis, a déclaré à la SNA que son équipe a remarqué une légère baisse du nombre de visiteurs en provenance de Chine.

Le **STB** estime que cette réduction est due à la baisse de l'économie chinoise et le manque de vols directs des Seychelles vers la **Chine** - le pays le plus peuplé au monde.

En février, le vol d'**Air Seychelles** à Beijing s'est arrêté lors de la fin du contrat.

"L'affréteur a décidé de ne pas continuer. **Air Seychelles** est ouvert à d'autres services vers la **Chine**, sous réserve qu'un tiers s'engage dans les opérations", a déclaré le porte-parole de la compagnie aérienne.

Le porte-parole d'**Air Seychelles** a déclaré à la SNA qu "**Air Seychelles** a récemment élargi son accord de partage de code avec Etihad Airways depuis le 14 juin pour Pekin".



En février, le vol d'**Air Seychelles** à Beijing s'est arrêté lors de la fin du contrat. (Patrick Joubert, Seychelles News Agency) Photo License: CC-BY

De janvier à ce jour, le Bureau national des statistiques des Seychelles (NBS) a enregistré un peu plus de 5 800 visiteurs chinois qui sont arrivés dans l'archipel de 115 îles dans l'ouest de l'Océan Indien, comparativement aux 6 900 lors de la même période l'année dernière.

Actuellement, la **Chine** occupe la septième place en matière d'arrivée de visiteurs.

"Nous avons relancé notre stratégie pour la **Chine**, car il s'agit d'une performance que nous prévoyons", a déclaré Francis.

Le **STB** a officiellement lancé sa campagne pour repositionner la nation insulaire en **Chine** le mois dernier, à travers une campagne intitulée «L'appel des îles ... le dernier Eden sur terre».

Le **STB** a travaillé en étroite collaboration avec des partenaires locaux afin de proposer une gamme attrayant de produits et de services.

Le **STB** a récemment participé à un roadshow en **Chine** pour promouvoir les Seychelles - ses plages, sa flore et sa faune, sa cuisine et sa culture - parmi plus de 150 voyagistes et agents de voyage.

Le roadshow a été organisé à Shanghai, Beijing, Guangzhou et Chengdu. Conformément à la stratégie définie, l'Office du **tourisme** de Seychelles cherche à attirer des voyageurs chinois expérimentés et de haut de gamme.

Francis a affirmé que, malgré la chute, "la **Chine** reste l'un des marchés prioritaires des Seychelles, car elle nous permet de nous aider dans les mois où nous n'avons pas beaucoup de visiteurs européens [le leader du marché]".

Les Seychelles dépendent fortement du **tourisme**, qui est le principal pilier de l'économie du pays.

En 2016, un nombre record de 303 177 visiteurs se sont installés dans le pays.

Lien :
http://www.seychellesnewsagency.com/articles/7431/Les+Seychelles+veulent+relancer+le+march+touristique+chinois+qui+connat+une+baisse

Témoignages
JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

Changement climatique

L'OIT lance un appel pour des emplois dans l'environnement

Reconnaissance de la pertinence de propositions du PCR

Dans ses propositions, le Parti communiste réunionnais demande la création d'un grand service public dans l'environnement ainsi que la reprise du projet d'autonomie énergétique lancé par Paul Vergès. Dans son discours ouvrant la 106e Conférence internationale du Travail, le directeur de l'OIT a fait part de préoccupations convergentes.



Le Directeur général de l'Organisation internationale du Travail (OIT), Guy Ryder, a dit aux délégués que rien ne distinguerait plus clairement les cent premières années de l'histoire de l'OIT du centenaire suivant que « la nécessaire écologisation du monde du travail ».

« Aujourd'hui, l'Accord de Paris et les engagements nationaux pris dans ce cadre, ainsi le programme de développement durable à l'horizon 2030 , nous offrent une occasion unique de traduire le consensus tripartite que nous avons obtenu en actions à grande échelle, sur le terrain, avec les Etats Membres », a déclaré M. Ryder, directeur de l'Organisation internationale du Travail dans son discours d'ouverture de la 106e session de la Conférence internationale du Travail (CIT).

Présentant son rapport à la CIT, intitulé cette année Travail et changement climatique : l'initiative verte , M. Ryder a déclaré qu'il « mettait en évidence l'immense potentiel de création d'emplois décents, de développement équilibré et de croissance soutenue qu'offre l'écologisation de la production ».

« Nous avons besoin de politiques adéquates pour que la transition se concrétise et soit juste », a-t-il relevé. « Comme tout processus de changement dans le travail, cela exigera les efforts combinés des gouvernements, des employeurs et des travailleurs au travers du dialogue social. »

Lien : http://www.temoignages.re/developpement/changement-climatique/l-oit-lance-un-appel-pour-des-emplois-dans-l-environnement,89824

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

CARES : Une autre articulation face au rabattement des enjeux climatiques

ARTICLE PARU DANS WEEK-END | 11 JUIN, 2017 - 14:00



Les changements nécessaires face aux défis écologiques, la remise en question du modèle économique, social, la transition écologique, la contribution des mouvements sociaux, CARES (Centre for Alternative Research and Studies), en association avec d'autres mouvements sociaux, suggère des initiatives de renouvellement de notre modèle de développement en lançant un concours destiné aux jeunes de âgés entre 16 et 30 ans. Les participants doivent appartenir à l'un des pays de la Commission de l'océan Indien (COI), Maurice, Madagascar, Réunion, Agaléga, Rodrigues, Comores, Seychelles. Le but : créer une interaction entre jeunes, une réflexion plus approfondie sur la crise climatique. CARES travaille en parallèle avec les mouvements sociaux pour consolider leurs structures, les dynamiser. Technologie de l'innovation (technologie informatique, engineering, Art (musique, littérature, poésie, vidéo abordant la question climatique) essai (article traitant de la crise écologique en lien avec le thème proposé) : ce sont les trois catégories du concours sur le thème « Un nouveau paradigme pour surmonter la crise écologique ». Date limite des soumissions le 15 juillet 2017 sur le site de CARES. www.caresmauritius.org/schoolofecology.

CARES, on le sait maintenant, est une petite équipe qui joue un rôle actif dans une dynamique de changement avec pour objectif de modifier notre rapport à l'environnement. Le Centre questionne, par exemple, le projet de Smart cities en raison d'une pression qui pourrait être exercée sur notre lagon. Il conteste aussi le modèle touristique qui entraine la pollution et une mauvaise répartition de la richesse en proposant un tourisme alternatif chez l'habitant, en réponse aux projets d'hôtels à La-Cambuse et à Pomponette.

Il est important que les jeunes fasse de propositions concrètes (dans le domaine de l'art, les sciences) pour un monde plus équitable, plus écologique, plus démocratique. Le constat : Maurice est le 7ème pays le plus menacé par le réchauffement climatique, nous dit Stephan Gua, vice-président de CARES. Il déclare, au sujet des interventions du pays dans les sommets internationaux sur la crise climatique : « Moris pa adresse la question dans les faits dan sa bane sommets-la... pena ene remise en question nou modele de production, so cout environnemental ek social... nou senti ki sa débat profond gagne diffikilte pou emerger kot bane jeunes, bane elites economiques, politiques... kan koz crise se ene cise pli profond lier ek crise financiere, politique, civilisationnel, bizin ene remise en question de fond.. ». L'activité humaine est en train de changer la géologie de la terre. Nous somme entres dans une nouvelle ère, poursuit Stephan, Assistant Project Coordinator. « Zordi crise majeure baser lor exploitation de l'humain ek la natir... eski la natir li en objet a l'humain ou nou bizin resituer nou place ? » s'interroge le vice-

président de CARES.

Le concours a été pensé depuis 3 ans et vise à créer un espace entre les jeunes, à mobiliser plus de personnes. Il s'agit aussi de donner plus d'importance aux actions de « Aret Kokin Nu Laplaz » (AKNL), une organisation non gouvernementale basée à Maurice. La question écologique est aussi une question politique, un choix concernant notre façon de produire et consommer. « Nou kapav ale vers ene lot organisasyon sociétale ki bane politique pas pe créer... ena lezot model ki pa poluer, reparti la risess de manier ekitab... si nou envi sorti de sa crise li importan ggne acces a la terre pou ene transition agricol... » poursuit Stephan Gua. A noter que le gagnant du concours sur le thème « Un nouveau paradigme pour surmonter la crise écologique » aura l'occasion de participer au sommet alternatif à la COP 23 à Bonn, Allemagne, en novembre 2017. La 23e conférence de l'ONU sur le climat sera organisée par les îles Fidji.

Une réflexion sociale, scientifique, critique

L'actualité de CARES (Ashok Subron, président) est celle d'un concours lié à la question du réchauffement climatique. « Un nouveau paradigme pour surmonter la crise écologique » donne une clé pour la transition sociétale et écologique, permet de penser autrement la crise écologique, en la resituant dans l'évolution longue de la vie sur Terre de la relation de l'homme à la nature. Une convergence essentielle se révèle : il faut une interaction entre mouvements sociaux, une réflexion en profondeur, scientifique, critique liée à la question climatique, une analyse à faire des mutations en cours par rapport à la période antérieure 1945-19775, une dépolitisation de la question en la portant à l'attention publique, en créant un courant moins radical qui repose sur une organisation collective et en augmentant le capital culturel. La question climatique ne peut plus être rendue anodine par un ordre économique, politique, social, qui a tendance à précipiter son aggravation en introduisant des projets au détriment de la Terre-nature.

Lien : http://www.lemauricien.com/article/cares-autre-articulation-face-au-rabattement-des-enjeux-climatiques







CARES

Une autre articulation face au rabattement des enjeux climatiques

Les changements nécessaires face aux défis écologiques, la remise en question du modèle économique, social, la transition écologique, la contribution des mouvements sociaux, CARES (Centre for Alternative Research and Studies), en association avec d'autres mouvements sociaux, suggère des initiatives de renouvellement de notre modèle de développement en lançant un concours destiné aux jeunes de âgés entre 16 et 30 ans. Les participants doivent appartenir à l'un des pays de la Commission de l'océan Indien (COI), Maurice, Madagascar, Réunion, Agaléga, Rodrigues, Comores, Seychelles. Le but : créer une interaction entre jeunes, une réflexion plus approfondie sur la crise climatique.



point de vue

Une réflexion sociale, scientifique, critique

L'actualité de CARES (Ashok Subron, président) est celle d'un concours lié à la question du réchauffement climatique. « Un nouveau paradigme pour surmonter la crise écologique » donne une clé pour la transition sociétale et écologique, permet de penser autrement la crise écologique, en la resituant dans l'évolution longue de la vie sur Terre de la relation de l'homme à la nature. Une convergence essentielle se révèle : il faut une interaction entre mouvements sociaux, une réflexion en profondeur, scientifique, critique liée à la question climatique, une analyse à faire des mutations en cours par rapport à la période antérieure 1945-19775, une dépolitisation de la question en la portant à l'attention publique, en créant un courant moins radical qui repose sur une organisation collective et en augmentant le capital culturel. La question climatique ne peut plus être rendue anodine par un ordre économique, politique, social, qui a tendance à précipiter son aggravation en introduisant des projets au détriment de la Terre-nature.

Norbert LOUIS

CARES travaille en parallèle avec les mouvements sociaux pour consolider leurs structures, les dynamiser. Technologie de l'innovation (technologie informatique, engineering, Art (musique, littérature, poésie, vidéo abordant la question climatique) essai (article traitant de la crise écologique en lien avec le thème proposé) : ce sont les trois catégories du concours sur le thème « Un nouveau paradigme pour surmonter la crise écologique ». Date limite des soumissions le 15 juillet 2017 sur le site de CARES. www.caresmauritius.org/schoolofecology.

CARES, on le sait maintenant, est une petite équipe qui joue un rôle actif dans une dynamique de changement avec pour objectif de modifier notre rapport à l'environnement. Le Centre questionne, par exemple, le projet de Smart cities en raison d'une pression qui pourrait être exercée sur notre lagon. Il conteste aussi le modèle touristique qui entraine la pollution et une mauvaise répartition de la richesse en proposant un tourisme alternatif chez l'habitant, en réponse aux projets d'hôtels à La-Cambuse et à Pomponette.

Il est important que les jeunes fasse de propositions concrètes (dans le domaine de l'art, les sciences) pour un monde plus équitable, plus écologique, plus démocratique. Le constat : Maurice est le 7ème pays le plus menacé par le réchauffement climatique, nous dit Stephan Gua, vice-président de CARES. Il déclare, au sujet des interventions du pays dans les sommets internationaux sur la crise climatique : « *Moris pa adresse la question dans les faits dan sa bane sommets-la... pena ene remise en question nou modele de production, so cout environnemental ek social... nou senti ki sa débat profond gagne diffikilte pou emerger kot bane jeunes, bane elites economiques, politiques... kan koz crise se ene cise pli profond lier ek crise financiere, politique, civilisationnel, bizin ene remise en question de fond.. ».* L'activité humaine est en train de changer la géologie de la terre. Nous somme entres dans une nouvelle ère, poursuit Stephan, *Assistant Project Coordinator. « Zordi crise majeure baser lor exploitation de l'humain ek la natir... eski la natir li en objet a l'humain ou nou bizin resituer nou place ? »* s'interroge le vice-président de CARES.

Le concours a été pensé depuis 3 ans et vise à créer un espace entre les jeunes, à mobiliser plus de personnes. Il s'agit aussi de donner plus d'importance aux actions de « Aret Kokin Nu Laplaz » (AKNL), une organisation non gouvernementale basée à Maurice. La question écologique est aussi une question politique, un choix concernant



Stephan Gua

notre façon de produire et consommer. « *Nou kapav ale vers ene lot organisasyon sociétale ki bane politique pas pe créer... ena lezot model ki pa poluer, reparti la risess de manier ekitab... si nou envi sorti de sa crise li importan ggne acces a la terre pou ene transition agricol...* » poursuit Stephan Gua. A noter que le gagnant du concours sur le thème « Un nouveau paradigme pour surmonter la crise écologique » aura l'occasion de participer au sommet alternatif à la COP 23 à Bonn, Allemagne, en novembre 2017. La 23e conférence de l'ONU sur le climat sera organisée par les Îles Fidji.

Pêche

La Gazette de la Grande Ile

Ressources halieutiques: menacées par la pollution

Pour Madagascar qui est une île, beaucoup de ressources dépendent des océans et des industries marines et côtières. Mais la pollution serait une grande menace à tout cela. Ce sont les explications fournies par le système des Nations Unies qui a organisé une conférence sur les océans à New York qui s'est terminée hier. Des représentants malgaches y ont d'ailleurs assisté, deux ministres et deux députés selon les informations reçues. En fait, c'est toute la gestion du secteur marin qui doit être révisée, selon toujours les informations du SNU à Antananarivo conjointement aux conclusions de la conférence à New York. Au rythme actuel en effet, les déchets se déversent par milliers dans l'océan et l'exploitation comme la pêche se fait de manière trop intensive. Ce qui mènerait bientôt à une extinction de la population marine. Une catastrophe pour plusieurs populations de la Grande Ile. Au niveau mondial, cela ferait perdre 3 000 milliards de dollars en valeur marchande des produits qui dépendent des océans. Plus de 600 dirigeants du monde se sont mis d'accord pour sensibiliser chacun leur population à cette valeur des océans. Pour Madagascar, l'on attend les échos de ceux qui ont assisté à ladite conférence. Elle s'intitulait d'ailleurs « nos océans, notre avenir ».

Nomena E.

Lien : http://www.lagazette-dgi.com/index.php?option=com_content&view=article&id=59798:ressources-halieutiques-menacees-par-la-pollution&catid=45&Itemid=110

Conférence Mondiale sur les Océans : Engagements de Madagascar à la gestion durable des ressources marines

Redaction Midi Madagasikara 15 juin 2017 0 Comment



Lors de l'intervention du ministre de la Pêche, Gilbert François à la Conférence Mondiale sur les Océans à New York.

Madagascar a participé tout récemment à la Conférence Mondiale sur les Océans organisée par le Système des Nations Unies à New York. Le pays a été représenté par une délégation conduite par le ministre des Ressources Halieutiques et de la Pêche, Gilbert François, à cette occasion.

Lors de son allocution, il a évoqué que le gouvernement a fait des engagements afin de gérer de manière durable les ressources marines, de restaurer les écosystèmes et d'assurer la pérennité des activités. Il s'agit notamment du renforcement de la sécurisation en mer et de ses ressources ainsi que de l'intégration du concept de maritimisation et de l'utilisation de la planification spatiale marine comme outil de base pour la promotion de l'économie bleue dans la Grande Ile. Réglementer efficacement la pêche tout en instaurant une exploitation rationnelle des ressources marines et côtières, n'est pas en reste.

Atteinte de l'ODD No 14. En outre, « *Madagascar adhère également aux engagements régionaux des pays de l'Océan Indien Occidental relatifs à la lutte contre la pollution, à la gestion durable des ressources halieutiques partagées, à la réduction d'émission de carbone et à la gouvernance intégrée des océans. Et le pays est déjà signataire des conventions et accords afin de réaliser tous ces engagements aussi bien nationaux que régionaux* », a avancé le ministre de tutelle, en marge de la cérémonie de remise de donation par l'UNESCO à son département hier. Parmi lesquels, on peut citer, entre autres, la Convention de Nairobi pour la protection, la gestion et le développement de l'environnement marin et côtier, l'Accord sur les mesures du ressort de l'état du port visant à prévenir, à contrecarrer et à éliminer la pêche illicite non déclarée et non réglementée au niveau de l'Océan Indien Occidental. Ce n'est pas tout ! Madagascar a aussi ratifié l'Accord de Paris et la Convention des Nations Unies sur le Droit de la Mer. Notons que le thème abordé lors de cette Conférence Mondiale sur les Océans portait sur « Nos Océans, notre avenir : forger des partenariats pour la mise en œuvre de l'Objectif de Développement Durable No 14 ». Cet ODD 14 se formule « Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins de développement durable ». « Conscient de l'importance de l'atteinte des cibles de l'ODD 14, le gouvernement prévoit de mettre en place au niveau national, un comité de mise en œuvre intersectoriel, en concertation avec toutes les parties prenantes », a soulevé le ministre Gilbert François.

Accès à l'information. Et en revenant sur la donation en matériels et équipements informatiques par l'UNESCO au profit du Centre de Documentation et d'Information du ministère des Ressources Halieutiques et de la Pêche, il a déclaré que cela permet d'améliorer les conditions de travail des agents de l'Etat et de moderniser l'administration publique. L'objectif consiste également à faciliter l'accès à l'information relative à la gestion des ressources halieutiques, et ce, au profit des décideurs, des communautés de pêcheurs et des particuliers. « *Fournir des informations pertinentes comme la restriction ou la fermeture de pêche contribue également à la consolidation de la paix car cela permet d'éviter une éventuelle mésentente entre l'administration et l'administré* », a précisé le ministre de tutelle. De son côté, le Représentant de l'UNESCO a fait savoir que l'accès à l'information est un droit pour les citoyens. Il a ainsi sollicité l'adhésion des ministères bénéficiaires de don à la Charte d'accès à l'information tout en soulignant que le centre de documentation et de l'information constitue une vitrine pour les citoyens.

Navalona R.

Lien : http://www.midi-madagasikara.mg/economie/2017/06/15/conference-mondiale-sur-les-oceans-engagements-de-madagascar-a-la-gestion-durable-des-ressources-marines/

Agriculture

La Gazette de la Grande Ile

Agriculture durable: 38 200 nouveaux bénéficiaires

Les partenaires financiers de Madagascar continuent de miser sur l'agriculture pour le développement de l'île. Rien que dans la journée d'hier, l'Agence française de développement a donné plus de 2 millions d'euros pour ce faire, en plus d'un accord de prêt de 25 millions d'euros. Environ 38 200 fermiers, agriculteurs et organisations communautaires recevront de l'aide pour avoir accès aux systèmes agricoles modernes. Comme les services d'irrigation, les techniques et pratiques agricoles, ou de gestion de ressources naturelles. Bref, les aides iront vers Andapa (SAVA), Iazafo et Soanierana Ivongo (Analanjirofo), Bealalana (Sofia), et Marovoay (Boeny) concernant l'agriculture. Une partie de l'argent ira également vers l'assainissement des bas quartiers de la capitale. Avec de telles sommes, des améliorations devraient donc normalement être constatées d'ici peu concernant les conditions sociales dans ces bas-quartiers. La vie sanitaire et sociale, les risques d'inondations et le problème des eaux usées ont notamment été évoqués. Par contre, la gestion des 2 millions d'euros octroyés sera faite par l'Afd lui-même. Quant au prêt, ce sera la responsabilité des projets.

Nomena E.

Lien : http://www.lagazette-dgi.com/index.php?option=com_content&view=article&id=59779:agriculture-durable-38-200-nouveaux-beneficiaires&catid=42&Itemid=109

La Gazette
des Comores

Lancement du Groupe Thématique Genre « Valoriser et encourager les activités économiques développées par les femmes »

12/06/2017 admin



Le commissariat en charge de la promotion du genre avec l'appui technique de l'ECES a procédé au lancement du groupe thématique genre. Ce groupe a comme objectif de mettre en place un espace d'échange et de collaboration afin de renforcer et coordonner les initiatives entreprises dans les secteurs économique, politiques, sociaux, de développement durable et de santé concernés par la promotion du genre.

Le commissariat national en charge de la promotion du genre avec l'ECES a procédé au lancement du Groupe Thématique Genre (GTG). Cette cérémonie a eu lieu en présence du coordinateur résident du système des Nations Unies à Moroni, de la chargée de la coopération de l'ambassade de France et de différentes associations des femmes du pays, d'une délégation d'ONU-Femmes et de la coopération australienne.

Ce groupe thématique sur la question du genre permettra une concertation et suivi des activités de promotion du genre, de l'avancement des politiques publiques et de la législation sur le genre. « Ces actions visent à plaider plus efficacement en faveur de la promotion du genre auprès des institutions nationales et internationales », lance Sitti Farouata Mhoudine, la commissaire nationale de la solidarité, de la cohésion sociale et de la promotion du genre.

Cette dernière a fait une présentation du groupe thématique genre, ses termes de références et de la méthodologie pour l'adoption des termes de références du GTG. Le GTG vise à mettre en œuvre la politique nationale d'égalité et d'équité du genre adopté par le gouvernement comorien en 2008 et visant à valoriser et encourager les activités économiques développées par les femmes, améliorer l'éducation et la formation des filles et des femmes, promouvoir le droit à la santé des femmes et adopter des politiques visant à une parité homme/femme dans les instances de décision politique, traditionnelle et religieuse. Il vise aussi à contribuer à la réalisation du SCA2D qui intègre de manière transversale la question du genre, comme un aspect participant du développement durable.

Mohamed Youssouf

Lien : http://lagazettedescomores.com/société/lancement-du-groupe-thématique-genre-«-valoriser-et-encourager-les-activités-économiques-développées-par-les-femmes-».html



Port

La transformation en hub régional plus que jamais à l'agenda

L'enjeu portuaire dans la zone océan Indien est de taille au vu de la hausse croissante du trafic maritime. Par les dotations et autres mesures annoncées, le ministre des Finances démontre tout l'intérêt de l'État pour un secteur des plus porteurs.

Eve FIDÈLE

Selon la *Port Master Plan Study* réalisée par la firme Royal Haskoning DHV, le commerce maritime dans la région a de beaux jours devant lui. Une perspective qui représente de nouvelles opportunités de croissance pour le port de Port-Louis.

La croissance économique de la zone océan Indien-Afrique australe et de l'Est, couplée au développement du commerce en Asie, a entraîné une croissance exponentielle des activités de transport maritime dans la région. Or, Maurice est idéalement situé sur les axes maritimes Asie-Afrique et Asie-Amérique latine et Port-Louis dispose d'un avantage comparatif en tant que port d'avitaillement, port de transbordement ainsi que port d'attache ou port d'escale pour les bateaux de croisière.

Ainsi, selon les statistiques, le trafic total de fret passera de 7,8 millions de tonnes (MT) actuellement à 10,7 MT en 2020, 15,5 MT en 2030 et 21 MT à l'horizon de 2040. Cette croissance concernera principalement le trafic de conteneurs et les marchandises liquides en vrac. À titre d'exemple, en ce qui concerne les activités de soutage, si Maurice arrive à capturer 5 % du marché pétrolier régional, le débit de liquide en vrac pourrait atteindre 3,5 millions de tonnes en 2020, puis 4,7 millions de tonnes en 2030 et 6,3 millions de tonnes en 2040. Le pays se trouve donc en face de beaucoup d'opportunités.

Économie océanique : une ascension programmée

Les autorités veulent que les Mauriciens soient pleinement conscients du potentiel de notre parc marin, cela, d'autant plus que 2,3 millions de km² sont sous la juridiction mauricienne. Cette zone marine représente des opportunités substantielles et le gouvernement compte bien en tirer parti. À l'heure actuelle, l'économie océanique est portée par des secteurs bien établis, à l'instar du tourisme côtier, de la pêche, du traitement des fruits de mer, de l'aquaculture et des services liés au port. La stratégie du gouvernement consiste tout d'abord à se concentrer sur la consolidation des secteurs existants, puis sur le développement des secteurs naissants et émergents. Le secteur de la pêche et le stockage de produits pétroliers comptent, par ailleurs, de nouveaux acteurs, alors que le projet d'un port de pêche et celui d'une raffinerie à Albion sont en phase de pré-implémentation. En vue de promouvoir davantage l'économie océanique, le Budget 2017-2018 fait mention de l'amendement à la *Maritime Zone Act* concernant le développement des marinas. Une ferme de corail sera aussi mise sur pied et devrait alimenter le secteur touristique et le marché des aquariums, entre autres. La validité des permis de pêche sera, elle, étendue d'une année à cinq ans. Une mesure qui s'applique aux navires de pêche portant le drapeau mauricien. Leurs prises devront être déchargées et traitées sur notre sol.

Toutefois, il faudra rester vigilant et continuer d'innover car les ports voisins connaissent aussi des développements conséquents.

Étant donné l'importance de l'enjeu, les investissements dans les infrastructures portuaires n'ont pas manqué ces dernières années, soit pas moins de Rs 6,6 milliards. Les ambitions gouvernementales dans ce domaine se reflètent d'ailleurs dans le dernier exercice budgétaire qui fait état d'un montant de Rs 3 milliards à être attribué au développement du port cette année, suivi de Rs 1,6 milliard supplémentaires au cours de la prochaine année financière.

Le gouvernement entend ainsi s'assurer que le Mauritius Container Terminal (MCT) est entièrement opérationnel d'ici à octobre 2017. La structure pourra alors gérer jusqu'à 750 000 Équivalent Vingt Pieds (EVP). Une capacité qui devrait passer à 1,5 million d'EVP d'ici à 2030 grâce au projet d'Island Container Terminal – déjà mentionné dans le Budget 2016-2017.

D'ici à octobre, le Mauritius Container Terminal pourra gérer jusqu'à 750 000 EVP.

Invité à commenter les développements à venir dans le port, un spécialiste du secteur soutient que le marché captif à Maurice est faible et le trafic de conteneurs peu important. Aussi doute-t-il du besoin réel qu'aurait le pays d'un terminal à conteneurs, du moins au cours de la prochaine décennie. Toutefois, si ce projet voit vraiment le jour, la seule façon de le rentabiliser sera d'*«augmenter les activités de transbordement vers la région, incluant l'Afrique du Sud, vers l'Australie ou ailleurs»*.

Suite aux travaux de dragage, la zone portuaire pourra, en sus, attirer des navires avec un tirant d'eau de 15 mètres à partir de novembre. Une avancée majeure pour Port-Louis qui ambitionne de devenir un hub régional pour les plus gros transporteurs. À ce propos, en avril dernier, le port avait accueilli pour la première fois un bateau de MSC mesurant 348,5 mètres de long et 42,8 mètres de large avec un tirant d'eau de 14,7 mètres. L'agrandissement du port implique que les armateurs pourront charger les navires avec plus de conteneurs. Selon les chiffres disponibles, entre janvier et avril, 37 543 EVP ont été transbordés, contre 35 527 EVP à la même période en 2016, soit une hausse de 5,7 %.

La Mauritius Ports Authority (MPA), qui a finalisé son *Port Master Plan*, préparera bientôt un plan directeur concernant le développement d'un quai dédié aux bateaux de plaisance et de pêche à Vieux-Grand-Port. Le ministre des Finances, Pravind Jugnauth, a également annoncé qu'un deuxième brise-lames serait construit début 2018 et que les travaux s'achèveront à la mi-2019. S'agissant du nouveau Passenger Terminal Building aux Salines, un demi-milliard de roupies y sera investi. Il faut savoir que le secteur portuaire et les autres secteurs connexes sont responsables de quelque 3 000 emplois directs.

Revue de presse de la COI produite par le centre de documentation

budget

Économie verte

L'État donne un coup d'accélérateur

L'État va plus loin dans sa vision de développer une économie verte, notamment en adoptant une série de mesures pour augmenter la part des énergies renouvelables dans notre mix énergétique.

Joanna SEENAYEN

La révolution verte annoncée depuis 2008 se fait toujours attendre. Notre ambition est de développer une économie verte, soit un modèle de développement basé sur une croissance à faible densité de carbone et une meilleure utilisation des énergies renouvelables dans les secteurs clés comme l'agriculture, le tourisme et l'industrie manufacturière.

À l'horizon 2025, l'objectif des autorités est d'augmenter la contribution des énergies renouvelables à 35 % dans la production d'électricité, contre 20,6 % actuellement. Cet objectif est-il réalisable ? Il est largement dans nos cordes, estime Carnegie Clean Energy. Cette firme spécialisée dans le développement de projets d'énergies renouvelables pour les services d'utilités publiques a soumis son rapport, fruit d'une collaboration entre les autorités mauriciennes et australiennes, en mai. Celui-ci est intitulé *High Penetration Renewable Energy Roadmap*. Selon le consultant australien, Maurice peut réaliser ses ambitions, à condition de mettre en place une action concertée entre les secteurs public et privé.

Le développement d'une économie verte répond autant à des impératifs écologiques qu'économiques. Il s'agit de réduire notre dépendance des énergies fossiles. En 2016, notre facture pétrolière s'élevait à Rs 22,58 milliards contre Rs 25,36 milliards l'année précédente. Durant cette période, le pays a profité d'un prix du baril faible. Mais nous ne sommes pas à l'abri de la volatilité des cours pétroliers et des taux de change. Des facteurs externes qui sont hors de notre contrôle et qui risquent de faire flamber la note. D'où l'importance d'une stratégie à long terme pour promouvoir l'utilisation des énergies renouvelables.

Suivant les mesures annoncées dans le Budget 2016-17, la création de Green Co. Ltd, filiale du Central Electricity Board (CEB), a été amorcée en octobre dernier. Présentant la loi de finances 2017-18, Pravind Jugnauth a annoncé la mise sur pied d'une ferme solaire pouvant générer 2 MW d'énergie. Au total, l'État investira dans une capacité additionnelle de 13 MW à fin 2018. Une initiative saluée par Krishna Heeramun, CEO de Biosol, entreprise spécialisée dans l'offre de solutions d'énergies renouvelables.

«*C'est une bonne initiative puisqu'il fournira au CEB une expérience de première main dans les fermes solaires et la gestion du coût actuel de l'énergie solaire. C'est aussi une opportunité pour le CEB de développer des compétences locales dans les technologies photovoltaïques puisque toutes les autres grandes fermes solaires ont été construites par des firmes étrangères qui se sont contentées d'externaliser des tâches marginales aux entrepreneurs locaux*», fait-il ressortir.

Dans le Budget 2016-17, le gouvernement annonçait également qu'une étude de faisabilité serait menée sur le potentiel de génération d'électricité en pourvoyant 10 000 foyers de panneaux solaires sur les cinq prochaines années. Dans le présent exercice budgétaire, le Grand argentier revient avec cette mesure qui est baptisée *Solar Home Project*. Il précise que ce sont les foyers à faible revenu qui sont visés par ce projet et qu'ils bénéficieront d'un «tarif social» pour le paiement de la facture d'électricité. Au total, Rs 700 millions seront investies dans le projet *Solar Home Project*. Les contrats seront alloués après un exercice d'appel d'offres.

Autre mesure annoncée : l'installation de panneaux de 1 kilowatt sur les toits de 3 000 logements sociaux construits par la National Housing Development Corporation. Le CEB veillera également à étendre le *Small Scale Distributed Generation Scheme* (SSDGS) à 1 000 maisons additionnelles.

C'est une approche inclusive dans l'adoption d'énergies plus propres, commente Krishna Heeramun, dans la mesure où l'État ne privilégie pas les grosses fermes solaires avec des capacités de production électrique dépassant 75 MW. Et de préciser qu'à ce jour, moins de 500 foyers mauriciens profitent de ces installations : «*Au lieu d'installer de larges fermes solaires, la décentralisation de la production et la consommation d'électricité par le biais d'énergie solaire éviteront à Maurice de devoir utiliser de larges portions de terres arables*».



Mix énergétique : les propositions de Carnegie Clean Energy

Carnegie Clean Energy a collaboré pendant un an avec le Mauritius Research Council avant de soumettre son rapport intitulé *High Penetration Renewable Energy Roadmap*. Son *Technology Manager-East Coast*, Sid Masilamani, dresse quatre scénarios pour une meilleure utilisation des énergies renouvelables. Il comprend la génération d'énergie à partir du soleil, des vagues, du vent terrestre et du vent marin. Dans son rapport, il estime que compte tenu des conditions climatiques prévalant à Maurice, il est possible de générer 30 MW d'électricité grâce aux panneaux photovoltaïques, 200 MW à partir des fermes éoliennes terrestres, 220 MW avec des installations éoliennes en mer et encore 220 MW en captant l'énergie des vagues. Avec ce mix énergétique, Maurice disposera d'un seuil d'environ 60 % de génération électrique à partir de ressources renouvelables à l'horizon 2025. Carnegie Clean Energy a approché le MRC en 2015, indique Tim Sawyer, *Project Development Officer*, pour déployer sur le sol mauricien sa technologie pour un projet de génération énergétique à partir des vagues. Cela suivant un accord de financement entre le département des Affaires étrangères australien et Carnegie Clean Energy avec le gouvernement mauricien. Le rapport identifie un site entre Blue Bay et Souillac pour le projet d'énergie commerciale, CETO Wave Energy. De même, Carnegie Clean Energy recommande l'installation d'une unité de dessalement à Rodrigues.



Revue de presse de la COI produite par le centre de documentation